

## LIBAN

### INTERVIEW

# Passada : Ce ne sont pas les quotas, mais l'éducation qui donnera à la femme sa vraie place en politique

Par Suzanne BAAKLINI | vendredi, janvier 21, 2011



Yvonne Passada, présidente du Parlement en Uruguay.

Cela nous permettra de nous rapprocher encore plus, pas seulement au niveau des gouvernements, mais des peuples aussi.

La présidente de la Chambre des députés de l'Uruguay, Yvonne Passada, est de passage au Liban dans le cadre d'une tournée régionale. À « L'Orient-Le Jour », elle a exposé ses points de vue sur les relations entre l'Uruguay et le Moyen-Orient ainsi que sur les femmes en politique.

**Question : Quel est le but de votre tournée au Moyen-Orient ?**

Réponse : Le Parlement uruguayen a adhéré à l'Union interparlementaire mondiale. De ce fait, nous donnons une priorité à ce que nous appelons la diplomatie parlementaire. Nous accordons beaucoup d'importance au rapprochement entre des mondes différents et des économies différentes. C'est fondamental, dans un cadre de mondialisation, de se connaître mutuellement et d'aborder ensemble les questions culturelles et non seulement politiques. Il faut rappeler d'où nous venons : l'Amérique que nous habitons a, à peu près, cinq cents ans d'âge, et nous voilà dans un pays qui a connu plus de 5 000 ans de civilisation.

**Vous avez un intérêt personnel pour le Moyen-Orient. Que pensez-vous des derniers développements dans divers pays de la région ?**

Je ne suis pas là pour exprimer un intérêt personnel, mais pour faire part de l'intérêt de mon gouvernement et de toute l'Amérique latine pour la région. Nous voudrions tendre des ponts entre les deux mondes. Je crois que les parlementaires ont beaucoup à faire à ce niveau, notamment pour la conclusion d'accords ayant pour objectif de réaliser la paix.

**Le président uruguayen a déclaré que l'année 2011 sera celle de la reconnaissance, par son pays, de l'État palestinien. Quel rôle politique l'Uruguay et l'Amérique latine en général peuvent-ils jouer dans le processus de paix régional ?**

Ce que notre gouvernement cherche, à travers le président, c'est de lancer le dialogue et de créer un équilibre entre deux mondes. C'est ce qui devrait se réaliser durant le premier trimestre de 2011. L'Uruguay, qui jouit d'une stabilité politique, veut contribuer à rechercher une solution pour la région. Notre président, de par ses prérogatives, mettra en œuvre des moyens de renforcer le dialogue entre les parties. D'ailleurs, les visites d'officiels uruguayens devront se poursuivre. Notre délégation comprend déjà des députés de divers partis politiques. Notre ministre des Affaires étrangères devra également effectuer une tournée dans la région vers mars-avril.

**Qu'allez-vous discuter avec les responsables libanais que vous rencontrerez ?**

Notre mission est principalement parlementaire. Nous allons rencontrer le président du Parlement libanais ainsi que le groupe d'amitié libano-uruguayen. Il ne faut pas oublier que nous avons une importante colonie libanaise dans notre pays, forte de quelque 60 000 individus. Ils sont très bien intégrés dans la société, et actifs au niveau de la société civile comme du gouvernement. Nous les respectons beaucoup parce qu'ils ont pris une part active

dans le processus de paix en Uruguay. Avec les responsables libanais, nous discuterons surtout de la possibilité de conclure, à l'avenir, un accord interparlementaire portant sur de grands thèmes, comme la culture ou la recherche scientifique. Cela revêt une grande importance pour nous. Nous repartirons, je l'espère, avec l'approbation de la signature d'un tel accord.

### **Quelles sont les similitudes entre l'Uruguay et le Liban et comment renforcer les relations bilatérales, selon vous ?**

Comme parlementaires, nous allons mener une étude comparative entre les lois des deux pays. Nous allons également exposer notre point de vue vis-à-vis des questions culturelles, sociales ou politiques. Nous comptons également établir une communication continue entre les deux Parlements. Il est très important pour nous de soulever les questions de la démocratie et de la diversité des partis politiques. La démocratie s'exprime par le biais des partis politiques qui sont représentés au Parlement, d'où l'intérêt de renforcer les liens entre les Parlements en général, parce qu'ils sont l'expression de la volonté populaire.

### **En tant que femme, quels ont été les défis qui ont jalonné votre parcours jusqu'à arriver à un si haut poste ?**

Je ne suis pas arrivée là où je suis parce que je suis une femme, mais je veux promouvoir la place des femmes au sein du pouvoir. Le renforcement du rôle des femmes en politique, selon moi, ne passe pas par l'adoption de quotas. Je veux arriver à concurrencer l'homme sur le terrain, et je crois que le quota ne garantit pas un vrai partage du pouvoir au niveau des postes de décision. C'est juste une question de nombre. Preuve en est, une loi sur le quota féminin a été adoptée en 2009 en Uruguay, mais son application a été retardée jusqu'aux élections de 2015. S'il y avait vraiment une volonté politique, on aurait pu l'appliquer en 2009... Les femmes devraient arriver à leurs fins à force d'engagements, de travail, de compromis, de militantisme. On devrait également prévoir une éducation de longue haleine pour que notre société apprenne à ne plus faire de discrimination non seulement à l'encontre des femmes, mais à l'encontre de toutes les différences sociales.

### **Quel conseil donneriez-vous aux femmes qui s'apprêtent à se lancer en politique ?**

Il faut gagner du terrain grâce à la connaissance, et exiger des gouvernements qu'ils fassent la promotion du renforcement des capacités des femmes. Ce qui m'a impressionnée en Iran (où elle se trouvait avec sa délégation juste avant de venir au Liban, NDLR), c'est que 60 % des femmes fréquentent l'université, ce qui n'est pas le cas en Uruguay. Cela nous a fait réfléchir. Il faut insister sur l'éducation des femmes.